

32 • TRIBUNES

GROUPE SOCIALISTE ET APPARENTÉS

RÉMI FÉRAUD, PRÉSIDENT DU GROUPE

Paris, capitale de l'innovation

Ces dernières années, Paris ne cesse de progresser dans tous les classements internationaux des métropoles attractives et innovantes. En juin de cette année, le classement « Global Cities » a placé Paris en troisième position, derrière San Francisco et New York, gagnant 10 places en un an. De même, Paris a détrôné Berlin et Londres comme capitale européenne des start-up. Si Paris est devenu une des villes les plus prometteuses en termes de développement économique, c'est notamment grâce à ses investissements massifs, soit plus d'un milliard d'euros de fonds publics en 10 ans, pour soutenir plus de 1 000 start-up. De nombreux incubateurs ont vu le jour : 150 000 m² sont dédiés à l'innovation, notamment entre la porte Pouchet et Malakoff, dans un « arc de l'innovation »

qui dépasse les frontières de Paris et se tourne vers la Métropole. Le secteur privé lui emboîte désormais le pas, séduit par cet environnement très porteur ; des projets emblématiques s'installent à Paris, comme la Station F à la halle Freyssinet dans le 13^e arrondissement, qui devient le plus grand campus de start-up du monde. Faire de Paris une « ville intelligente », c'est indispensable pour l'adapter aux nouveaux défis qu'affrontent toutes les métropoles : emploi, mobilité durable, transition énergétique. C'est en combinant des solutions très variées que nous relèverons ensemble ces défis et Paris a pris depuis dix ans une longueur d'avance. Déjà riche de son patrimoine exceptionnel et de sa qualité de vie, Paris déploie désormais une ambition économique nouvelle tournée vers

l'innovation et la créativité. C'est notamment le cas de notre politique d'*open data*, outil essentiel de transparence et d'évaluation de l'action publique, mais également levier pour la création de services numériques innovants. C'est encore le cas lorsque Paris veut devenir la capitale mondiale des développeurs, en créant le dispositif « Paris code » qui forme 2 000 Parisiens par an aux métiers du numérique, en particulier des jeunes sans qualification. En enseignant au plus grand nombre cette « grammaire du futur », Paris se prépare à devenir un territoire ressource pour les métiers de demain. Faire le pari de l'avenir, c'est notre responsabilité.

➔ Retrouvez-nous sur le site

<http://groupe-ps.paris>

et sur Twitter : @ElusPSParis

GROUPE UDI-MODEM

ÉRIC AZIÈRE, PRÉSIDENT DU GROUPE, CONSEILLER MÉTROPOLITAIN

L'école reprend avec ses inquiétudes et ses espoirs

La cloche a sonné et les cours ont repris pour les élèves des 308 écoles maternelles, des 354 écoles élémentaires et des 178 collèges publics de Paris. Outre la fin des vacances que l'on voudrait prolonger, les conditions elles-mêmes de cette rentrée sont source d'amertume. D'abord parce que Paris continue à perdre des écoliers : 8 500 en 5 ans. Un mouvement lié au départ de nombreuses familles de Paris vers la petite couronne, en raison des coûts du logement et de la vie à Paris. Ensuite, pour les maternelles, Paris n'a pas saisi l'opportunité de revenir sur les nouveaux temps d'activité périscolaires, ni de les supprimer pour les petites et très petites sections de maternelle, où les deux tranches hebdomadaires d'1 h 30 ne correspondent ni à leur capacité de concentration ni à leur rythme biologique.

Pour les primaires, le plafonnement à 12 du nombre d'élèves en CP, mesure essentielle à la réussite éducative, ne devrait concerner que 15 établissements parisiens agréés REP+ répartis sur trois arrondissements. Dans d'autres arrondissements, c'est l'inverse. Avec la fermeture de classes, les effectifs augmentent, pour atteindre 30 élèves dans d'autres classes. Quant à la sécurité aux abords des établissements, gageons que, malgré le rejet par la maire de la demande des élus centristes de former les vacataires des « points-école » aux gestes de premiers secours, elle sera bien assurée. Pour les collèges, la Mairie avait décidé en janvier, sans concerter ni les parents d'élèves ni les enseignants, d'expérimenter des collèges multisecteur, afin de favoriser la mixité sociale.

Une mesure peu satisfaisante puisqu'elle masque, mais ne résout pas, les poches de pauvreté dans nos quartiers. Au contraire, pour les centristes, la réussite scolaire passe par la réintroduction des classes bilingues et européennes, que les établissements peuvent appliquer grâce à une autonomie accrue, ainsi que par un meilleur encadrement humain afin d'assurer un suivi scolaire personnalisé et des études dirigées après les cours. C'est en identifiant les besoins des élèves, et non par des postures politiques, que Paris améliorera la qualité de vie et d'apprentissage dans ses établissements scolaires.

GROUPE LES RÉPUBLICAINS

FLORENCE BERTHOUT, PRÉSIDENTE DU GROUPE

Rentrée scolaire et universitaire : intéressons-nous aux familles !

Affectations en sixième et en troisième, admissions post-bac, l'été 2017 aura été particulièrement anxiogène pour bon nombre de familles parisiennes. La Ville doit prendre sa part dans une concertation efficace avec l'État pour éviter à l'avenir de telles sources de stress pour les jeunes et leurs familles. Si les effectifs scolaires continuent de diminuer – environ 8 500 élèves en moins depuis 2011 –, l'académie dispose tout de même de postes en plus, et les travaux d'élaboration de la carte scolaire aboutissent à davantage d'ouvertures que de fermetures de classes. Mais derrière la promesse de meilleures conditions d'apprentissages se cache une réalité en demi-teinte, puisque les écoles ayant réclamé des ouvertures de classes ne les ont pas obtenues, alors que 600 enfants vont bénéficier du nouveau

dispositif des « classes à 12 » souhaité par le président de la République. L'académie n'aura à la rentrée quasiment plus de marge de manœuvre. Seul un poste sera disponible pour les ajustements de rentrée. Autre sujet d'inquiétude, le nouveau conventionnement des caisses des écoles imposé par la ville. La maire de Paris tente ainsi de réintroduire de manière détournée son projet de centralisation de la restauration scolaire, pourtant rejeté par les parents d'élèves. Je continuerai avec tous les maires et élus responsables à défendre à l'échelle de chaque arrondissement un modèle de restauration orienté vers les filières courtes et durables. Quant à la question des rythmes scolaires, quatre ans après leur mise en œuvre précipitée et autoritaire par la Mairie de Paris,

il est temps de dresser le bilan du réaménagement des horaires. Avant l'été, de nombreux conseils d'école se sont saisis de ce sujet, et les personnels comme les parents souhaitent que nous rouvrons le débat et la concertation. Le ministre de l'Éducation nationale est ouvert à un assouplissement des rythmes scolaires par les communes. C'est donc le moment de mettre fin aux aberrations de l'organisation des temps scolaires et périscolaires en maternelle en prenant enfin en compte les rythmes biologiques des enfants. Sur tous ces sujets, les arrondissements et leurs maires à l'écoute du terrain doivent être réunis au cœur de la décision politique.

➔ Retrouvez-nous sur groupelesrepublicains.paris

GROUPE COMMUNISTE - FRONT DE GAUCHE

NICOLAS BONNET-OUALDJ, PRÉSIDENT DU GROUPE

Pour une gauche rassemblée face à Emmanuel Macron

Depuis le 7 mai, ce qui n'était que d'effrayantes promesses de campagne sont en passe de devenir une réalité pour l'ensemble des Françaises et des Français et avec eux, les Parisiennes et les Parisiens. Le gouvernement nommé laisse peu de place au doute quant à la politique d'austérité qui sera menée. Édouard Philippe, Premier ministre, Bruno Le Maire à l'Économie, Gérard Darmanin au Budget... Si certains en doutaient encore, oui, Emmanuel Macron est bel et bien le candidat du Medef et mènera une politique de droite pour les cinq années à venir. Gardons à l'esprit que déjà, sous le quinquennat précédent, c'est Emmanuel Macron qui était l'architecte des lois généralisant le travail du dimanche et amorçant le démantèlement

du Code du travail. Et ce sont aujourd'hui les salariés les plus précaires qui en pâtissent le plus. Ce qui est annoncé pour les cinq prochaines années s'inscrit dans cette volonté d'« ubériser » toujours plus notre économie et notre société. Les « ordonnances travail » vont aboutir à une remise en cause totale des acquis sociaux en matière de droit du travail. La négociation au sein des entreprises aura pour effet de fragiliser encore les salarié-e-s face aux employeurs et de les mettre en concurrence. C'est la loi qui doit régir le droit du travail, car la loi protège les plus fragiles. Devant les parlementaires réunis en Congrès, Emmanuel Macron a annoncé la tenue prochaine d'une conférence des territoires. Depuis 2012, la baisse des dotations à la Ville de Paris

s'élève à près de 700 millions d'euros quand notre participation à la solidarité avec les territoires a augmenté de 300 millions d'euros sur la même période. Aujourd'hui, c'est une nouvelle baisse de 10 milliards des dotations publiques en 5 ans et la suppression de plus de 100 000 fonctionnaires à l'horizon 2022 qui est engagée. Pis, le nouveau président de la République entend « contractualiser » la République pour *in fine* mieux contrôler l'action des collectivités territoriales. Face au quinquennat qui s'annonce, la gauche doit pouvoir compter une voix forte et autonome à Paris. La gauche parisienne, rassemblée depuis 2014 autour d'Anne Hidalgo, doit poursuivre son cap pour garantir un Paris pour toutes et tous.

34 • TRIBUNES

GROUPE ÉCOLOGISTE DE PARIS

ANNE SOUYRIS ET DAVID BELLARD, COPRÉSIDENTS DU GROUPE

Pour un référendum sur les tours à Paris

Depuis des années, les écologistes se mobilisent contre les projets d'aménagements urbains anti-écologiques, qui surdensifient notre ville. Tour Triangle, tours Duo et aujourd'hui le projet d'aménagement de la ZAC Bercy-Charenton... Ces projets sont écrasants et trop coûteux. Tous sont marqués par la recherche de hauteur, de gigantisme, sans pour autant rechercher l'amélioration de la qualité de vie. À Paris, il faut plus d'espace de respiration : notre ville est surpeuplée et trop dense. Plus généralement, à travers l'urbanisme de Paris, c'est la conception de la ville que nous voulons qui est en jeu. Choisir de construire des tours, c'est de fait accepter de créer des bâtiments énergivores. Entre sa construction et son fonctionnement quotidien,

une tour a des besoins énergétiques exorbitants. Ces tours posent aussi la question des usages et des besoins de notre ville. Alors que 180 000 ménages attendent un logement social à Paris et que la Ville compte déjà près d'un million de mètres carrés de bureaux vides, toutes sont pourtant conçues pour accueillir essentiellement de nouveaux bureaux. Pour le Groupe écologiste de Paris, l'urbanisme doit être à visage humain et s'attacher à développer dans un même lieu, dans un même quartier, l'ensemble des fonctions qui font la ville : se déplacer, se divertir, travailler et, évidemment, y habiter. Un urbanisme d'avenir, c'est un urbanisme pensé pour et avec les habitantes et les habitants afin de répondre au mieux aux besoins du quartier. Un urbanisme d'avenir, c'est un

urbanisme qui rééquilibre la répartition de l'emploi et des logements sur l'ensemble du territoire de la métropole du Grand Paris en tenant compte de la saturation d'une partie de notre réseau de transport. Le quotidien des Parisiennes et des Parisiens a un lien direct avec les projets d'aménagement du territoire. Or les tours font débat. Et ce débat doit donc être porté devant tous les habitants et habitantes. Pour que chacun puisse enfin s'exprimer, nous demandons la tenue d'un référendum sur la question des tours dans la capitale.

GROUPE RADICAL DE GAUCHE, CENTRE ET INDÉPENDANTS

JEAN-BERNARD BROS, PRÉSIDENT DU GROUPE

Rentrée scolaire : les défis pour cette nouvelle année

L'école est devenue un objet hautement polémique. À chaque réforme, les opposants sont nombreux et les concertations difficiles. Et pourtant, nous avons tous, acteurs de la communauté éducative, la même volonté : celle de faire des petit-e-s Parisien-ne-s des citoyen-ne-s de demain, des citoyens émancipés prêts à affronter le monde. Acteurs publics, parents d'élèves, professeurs, éducateurs, il nous faut retrouver des points d'accord durables pour garantir une éducation de qualité. Notre objectif ne doit plus être de sélectionner les meilleurs, mais d'amener tous les élèves à trouver leur place dans la société grâce à l'école publique. Nous ne devons pas oublier que l'éducation est le patrimoine de ceux qui n'ont rien. La Ville de Paris s'est fortement investie dans cet objectif à travers

plusieurs actions : aménagement des rythmes éducatifs, amélioration de la restauration scolaire, investissement dans les équipements publics. Cependant, nous pensons que notre collectivité doit aller plus loin. Ainsi, nous soutenons la distribution de petits-déjeuners dans les écoles maternelles et primaires, car trop d'élèves arrivent le ventre vide le matin. Il nous faut aussi travailler à la mixité sociale, qui est un facteur de réussite scolaire. C'est une tâche difficile qui doit être menée en empêchant les dérogations et en décloisonnant les établissements ghettos, que ce soit dans les quartiers riches ou populaires. La réforme des rythmes scolaires est maintenant intégrée par tous, et malgré les possibilités nouvellement ouvertes, nous

refusons de revenir sur cette organisation. Enfin, pour une école de la réussite pour tous, il nous faudra mener des batailles au niveau national : baisser les effectifs par classe, notamment dans les ZEP, réformer le financement des établissements privés qui sont trop largement dotés en comparaison du public, mieux accompagner les professeurs des écoles par une formation tout au long de la carrière, mais aussi par une meilleure rémunération. Je porterai ce combat pour construire une véritable école républicaine, car elle constitue l'avenir de notre société.

➔ www.groupe-prgci-paris.com

➔ Twitter : @Groupe_PRG_CI

Ces tribunes n'engagent pas la rédaction.